SECURITE SOCIALE

• Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002. (Journal officiel du 26 décembre 2001 – pp. 20552-20568).

EGALITE PROFESSIONNELLE

 Loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(Journal officiel du 10 mai 2001 - pp. 7320-7325).

ENVIRONNEMENT

• Loi n° 2001-398 du 9 mai 2001 créant une Agence française de sécurité sanitaire environnementale.

(Journal officiel du 10 mai 2001 - pp. 7325-7327).

FEMMES ENCEINTES

• Ordonnance n° 2001-173 du 22 février 2001 relative à la transposition de la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail.

(Journal officiel du 24 février 2001 – pp. 3018-3019).

AMELIORATION DE LA SANTE AU TRAVAIL

• Ordonnance n° 2001-175 du 22 février 2001 relative à la transposition de la directive 89/391/CEE du Conseil du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre des mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs.

(Journal officiel du 24 février 2001 - p. 3022).

JEUNES TRAVAILLEURS

• Ordonnance n° 2001-174 du 22 février 2001 relative à la transposition de la directive 94/33/CE du Conseil du 22 juin 1994 relative à la protection des jeunes au travail. (Journal officiel du 24 février 2001 – pp. 3020-

(Journal officiel du 24 février 2001 – pp. 3020-3021).

RAYONNEMENTS IONISANTS

• Ordonnance n° 2001-270 du 28 mars 2001 relative à la transposition de directives communautaires dans le domaine de la protection contre les rayonnements ionisants. (Journal officiel du 31 mars 2001 – pp. 5057-5063).

PRODUITS CHIMIQUES

5829).

• Ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001 relative à la transposition de directives communautaires et à la mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

(Journal officiel du 14 avril 2001 – pp. 5820-

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE

AMIANTE

• Décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. (Journal officiel du 18 septembre 2001 – pp. 14799-14801).

Cessation anticipée d'activité

- Arrêté du 3 janvier 2001 fixant les modèles de formulaires relatifs aux demandes d'allocation des travailleurs de l'amiante.
 (Journal officiel du 2 mars 2001 – p.3320).
- Arrêté du 3 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 29 mars 1999 fixant en application de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 la liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans. (Journal officiel du 7 décembre 2001 pp. 19489 -19490).
- Circulaire DSS/2C n° 2000-607 du 14 décembre 2000 concernant le dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

(Bulletin officiel Solidarité Santé, n° 2001/1 du 20 janvier 2001 – pp. 195-202)

• Arrêté du 19 mars 2001 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

(Journal officiel du 31 mars 2001 – pp. 5068 - 5069).

- Arrêté du 1^{er} août 2001 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
- (Journal officiel du 4 septembre 2001 pp.14173-14178).
- Arrêté du 19 mars 2001 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

(Journal officiel du 31 mars 2001 – pp. 5064-5068).

- Arrêté du 28 septembre 2001 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
 (Journal officiel du 21 octobre 2001 –
- Arrêté du 1^{er} août 2001 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels.

(Journal officiel du 5 septembre 2001 – p. 14235).

Indemnisation des victimes

pp.11646-11650).

• Décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 relatif au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante institué par l'article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001. (Journal officiel du 24 octobre 2001 – pp. 16741-16745).

Interdiction

• Décret n° 2001-1316 du 27 décembre 2001 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation.

(Journal officiel du 29 décembre 2001 – pp. 21281-21282).

ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFES-SIONNELLES

Tableaux de maladies professionnelles

• Décret n° 2000-343 du 14 avril 2000 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexées au livre IV du code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat). (Journal officiel du 7 juillet 2001 – p. 10844).

Réparation

- Circulaire CNAMTS DRP n° 7/2001-ENSM n° 5/2001 du 5 février 2001 relative au suivi de la mise en œuvre du dispositif de reconnaissance des AT/MP issu du décret du 27 avril 1999. (Non publiée).
- Circulaire CNAMTS DRP n° 22/2001 ENSM n° 29-2001 du 2 août 2001 relative au rôle de l'ingénieur-conseil en chef du service de prévention dans les comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles. (Non publiée).

RISQUE CHIMIQUE

Agents cancérigènes

• Décret n° 2001-97 du 1^{er} février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1866-1868).

Étiquetage

• Arrêté du 30 juin 2001 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et transposant les directives 2000/32/CE de la Commission du 19 mai 2000 et 2000/33/CE de la Commission du 25 avril 2000, portant respectivement vingt-sixième et vingt-septième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE modifiée.

(Journal officiel du 31 uillet 2001 — pp.12308-12309).



Limitation d'emploi

• Arrêté du 19 avril 2001 modifiant l'arrêté du 7 août 1997 relatif aux limitations de mise sur le marché et d'emploi de certains produits contenant des substances dangereuses. (Journal officiel du 29 avril 2001 – p. 6808).

Contrôles

 Arrêté du 20 août 2001 modifiant l'arrêté du 20 août 1996 relatif au contrôle de qualité auquel doivent satisfaire les organismes sollicitant l'agrément pour le contrôle des risques chimiques prévu à l'article R. 231-55 du code du travail.

(Journal officiel du 1er septembre 2001 – pp.14033-14034).

EVALUATION DES RISQUES

• Décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L. 230-2 du code du travail et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

(Journal officiel du 7 novembre 2001 – p. 17523).

RISQUE BIOLOGIQUE

Maladie de Creutzfeldt-Jakob

• Circulaire DGS/5C/DHOS/E 2 n° 2001-138 du 14 mars 2001 relative aux précautions à observer lors de soins en vue de réduire les risques de transmission d'agents transmissibles non conventionnels.

(Bulletin officiel Solidarité, Santé n° 2001/11 du 28 mars 2001 – pp. 231-253).

VIH

• Circulaire CNAMTS DRP n° 3/2001 – ENSM n° 1/2001 du 4 janvier 2001 relative aux modalités d'application de la législation AT/MP en cas d'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine (VIH) aux temps et lieu de travail.

(Non publiée).

RAYONNEMENTS IONISANTS

• Décret n° 2001-215 du 8 mars 2001 modifiant le décret n° 66-450 du 20 juin 1966 relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 10 mars 2001 - pp. 3869-3871).

ORGANISMES AGREES

Aération

 Arrêté du 10 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail

(Journal officiel du 20 janvier 2001 – p. 1066).

 Arrêté du 26 janvier 2001 modifiant l'arrêté du 10 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

(Journal officiel du 6 février 2001 - p. 2015).

• Arrêté du 20 décembre 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

(Journal officiel du 27 décembre 2001 – p. 20805).

Eclairage

- Arrêté du 10 janvier 2001 portant agrément d'un organisme habilité à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.
 (Journal officiel du 20 janvier 2001 – p. 1066).
- Arrêté du 20 décembre 2001 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

(Journal officiel du 27 décembre 2001 – pp. 20804-20805).

13043).

Machines

• Arrêté du 10 janvier 2001 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 20 janvier 2001 - p.1065).

• Arrêté du 4 décembre 2000 portant habilitation et retrait d'habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 24 janvier 2001 – p. 1226).

• Arrêté du 2 août 2001 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 11 août 2001 - p. 13043).

• Arrêté du 2 août 2001 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines (rectificatif).

(Journal officiel du 18 août 2001 - p. 13307).

 Arrêté du 2 août 2001 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 18 août 2001 - p. 13301).

• Arrêté du 21 février 2001 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

(Journal officiel du 24 février 2001 – pp. 3026-3027).

• Arrêté du 21 décembre 2001 portant agrément d'organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail. (Journal officiel du 29 décembre 2001 – p. 21285).

Equipements de protection individuelle

• Arrêté du 2 août 2001 modifiant l'arrêté du 24 décembre 1996 portant habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens CE de type, à l'évaluation des systèmes de garantie de qualité CE et à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle.

(Journal officiel du 11 août 2001 - p. 13042-

• Arrêté du 2 août 2001 modifiant l'arrêté du 24 décembre 1996 portant habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens CE de type, à l'évaluation des systèmes de garantie de qualité CE et à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle (rectificatif).

(Journal officiel du 18 août 2001 - p. 13307).

Coordonnateurs

- Arrêté du 10 janvier 2001 portant agrément ou renouvellement d'agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil. (Journal officiel du 20 janvier 2001 pp. 1065-1066).
- Arrêté du 20 décembre 2001 portant agrément ou renouvellement d'agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil.

(Journal officiel du 27 décembre 2001 – pp. 20803-20804).

Bruit

• Arrêté du 29 décembre 2000 portant agrément de personnes et d'organismes chargés du mesurage de l'exposition au bruit en milieu de travail.

(Journal officiel du 27 janvier 2001 – pp. 1467-1468).

Plombémie

• Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder à des dosages de plombémie.

(Journal officiel du 3 février 2001 - p. 1876).

Plomb

• Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles du plomb dans l'atmosphère des lieux de travail.

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1875-1876).

Silice

 Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline sur les lieux de travail.

(Journal officiel du 3 février 2001 – p. 1874).

Amiante

 Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
 (Journal officiel du 3 février 2001 – pp.1874-

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp.1874-1875).

Benzène

 Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en benzène de l'atmosphère des lieux de travail.

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1876-18

Rayonnements ionisants

 Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles pour la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.
 (Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1873-

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1873-1874).

Radioprotection

• Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la radioprotection de la personne compétente mentionnée à l'article 17 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1870-1871).

Arrêté du 24 janvier 2001 fixant la liste des organismes désignés pour procéder aux vérifications de l'efficacité des moyens de radioprotection en application de l'article 65 (IV) du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 et de l'article 49 (IV) du décret n° 75-306 du 28 avril 1975 modifié relatifs à la protection des

travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1872-1873).

Médecine et art dentaire

• Arrêté du 24 janvier 2001 portant désignation d'organismes habilités à procéder aux contrôles de sources de rayonnements ionisants dans les établissements où sont exercés la médecine ou l'art dentaire en application de l'article 64 du décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.

(Journal officiel du 3 février 2001 – pp. 1871-1872).

Installations électriques

• Arrêté du 21 décembre 2001 portant agrément de personnes et d'organismes pour la vérification des installations électriques. (Journal officiel du 29 décembre 2001 – pp. 21284-21285).

Milieu hyperbare

• Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

(Journal officiel du 3 février 2001 - p. 1872).

SAUVETAGE SECOURISME DU TRAVAIL

• Circulaire CNAMTS DRP n° 26-2001 du 10 septembre 2001 relative au programme de sauvetage secourisme du travail. (Non publiée).

CHSCT

Experts

 Arrêté du 9 février 2001 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

(Journal officiel du 28 février 2001 – pp. 3181-3182).

MACHINES - EPI

Examens CE de type

• Avis aux organismes candidats pour procéder aux examens CE de type définis à l'article R. 233-54 du code du travail et délivrer les documents prévus par les procédures simplifiées définies par les articles R. 233-64 et R. 233-65 du code du travail pour les scies à chaînes portatives mentionnées au point 8 de l'article R. 233-86 du code du travail. (Journal officiel du 2 juin 2001 – p. 8866).

Normes

• Arrêté du 10 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 12 janvier 1999 portant publication des références des normes réputées permettre de satisfaire aux règles techniques définies par les articles R. 233-84 et R. 233-151 du code du travail et les annexes qu'ils prévoient. (Journal officiel du 30 décembre 2001 – pp. 21437-21446).

INSPECTION DU TRAVAIL

Programme de prévention des risques professionnels

• Circulaire N° 01 DRT du 22 janvier 2001 relative au programme d'actions coordonnées 2001 de l'inspection du travail pour la prévention des risques professionnels. (Bulletin officiel du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, n° 2001/4 du 5 mars 2001 – pp. 71-93).

ACTIONS DE FORMATION A LA PREVENTION

 Note d'information CNAMTS DRP – SG/SC -n° 16/2001 du 28 mai 2001 relative à la politique générale de prévention. (Non publiée).

INSTALLATIONS CLASSEES

• Circulaire DRT 2001/5 du 15 novembre 2001 relative aux entreprises à risques. (Non publiée).

RADIOTELEPHONIE MOBILE

Antennes relais

 Circulaire du 16 octobre 2001 relative à l'implantation des antennes relais de radiotéléphonie mobile.
 (Journal officiel du 23 octobre 2001 – pp. 16690-16691).

DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS RADIOACTIFS

• Circulaire DGS/SD 7D/DHOS/E 4 n° 2001-323 du 9 juillet 2001 relative à la gestion des effluents et des déchets d'activités de soins contaminés par des radionucléides. (Bulletin officiel Solidarité, Santé, n° 2001/32 du 25 août 2001, pp. 133-158).

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT, DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

REMONTEES MECANIQUES

 Arrêté du 4 janvier 2001 modifiant l'arrêté du 17 novembre 1987 modifié relatif à la réglementation technique et de sécurité des remontées mécaniques.

(Journal officiel du 10 février 2001 - p. 2284).

• Instruction du 4 janvier 2001 relative aux mesures à mettre en œuvre lors de la conception et la construction des téléphériques bicâbles en vue d'assurer la sécurité du personnel.

(Journal officiel du 10 février 2001 - pp. 2284-2285).

• Arrêté du 26 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 17 novembre 1987 relatif à la réglementation technique et de sécurité des remontées mécaniques.

(Journal officiel du 29 décembre 2001 – p. 21302).

• Arrêté du 18 décembre 2001 modifiant l'instruction du 17 mai 1989 concernant la construction et l'exploitation des téléphériques à voyageurs.

(Journal officiel du 29 décembre 2001 – p. 21301).

RISQUE ROUTIER

 Arrêté du 29 mars 2001 relatif à la création d'un Comité de pilotage national pour la prévention du risque routier encouru par les salariés.

(Journal officiel du 27 avril 2001 - p. 6648).

AMIANTE

Déchets

• Circulaire DPPR/SDPD/BGTD/FL/FL n° 002484 du 10 novembre 2000 relative à l'élimination des dalles en béton revêtues de colles bitumineuses amiantées. (Non publiée).

STATIONS-SERVICE

Composés organiques volatils

- Décret n° 2001-349 du 18 avril 2001 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement des véhicules dans les stations-service.

 (Journal officiel du 21 avril 2001 p. 6238).
- Arrêté du 17 mai 2001 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement en essence des véhicules à moteur dans les stations-service d'un débit d'essence compris entre 500 et 3 000 mètres cubes par an.

(Journal officiel du 5 juillet 2001 – pp. 10741-10744).

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

• Décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 relatif aux équipements sous pression transportables et pris pour l'application du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles.

(Journal officiel du 6 mai 2001 – pp. 7149-7164).

 Arrêté du 10 avril 2001 relatif aux conditions d'application de certaines dispositions réglementaires des décrets du 2 avril 1926 et du 18 janvier 1943.

(Journal officiel du 27 avril 2001 - p. 6639).

- Décision DM-T/P n° 31555 du 13 novembre 2000 relative aux conditions d'application de l'arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression. (Bulletin officiel du Secrétariat d'Etat à l'Industrie, n° 67 du 17 octobre 2001 pp. 27-55).
- Arrêté du 4 juillet 2001 relatif à la classification et l'évaluation de la conformité des récipients sous pression transportables. (Journal officiel du 13 juillet 2001 pp. 11221-11222).

INSTALLATIONS ELECTRIQUES

• Décret n° 2001-222 du 6 mars 2001 modifiant le décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.

(Journal officiel du 13 mars 2001 - pp. 3990-3991).

TREUILS ET MACHINES D'EXTRACTION

 Arrêté du 11 octobre 2001 relatif au frein de sécurité des treuils et machines d'extraction.
 (Journal officiel du 7 novembre 2001 – p. 17522).

ORGANISMES AGREES

Equipements sous pression

- Arrêté du 29 décembre 2000 prorogeant la validité de l'arrêté du 31 décembre 1997 portant agrément du GAPAVE. (Journal officiel du 27 janvier 2001 – p. 625).
- Arrêtés du 4 juillet 2001 portant habilitation d'organismes pour l'application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 relatif aux équipements sous pression transportables. (Journal officiel du 13 juillet 2001 pp. 11222-11225).
- Arrêté du 17 décembre 2001 portant habilitation d'un organisme pour l'application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.
 (Journal officiel du 29 décembre 2001 – pp. 21278-21279).
- Arrêté du 17 décembre 2001 portant habilitation d'un organisme pour l'application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.
 (Journal officiel du 29 décembre 2001 – pp. 21277-21278).

Modes opératoires de soudage

 Arrêté du 29 décembre 2000 portant agrément d'organismes de contrôle pour l'application des articles 16 et 17 bis de l'arrêté du 24 mars 1978 modifié portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation d'appareils à pression.

(Journal officiel du 27 janvier 2001 - p. 625).

BASSE TENSION

• Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.

(Journal officiel du 30 mai 2001 - p. 8629).

• Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.

(Journal officiel du 25 novembre 2001 – pp. 18799-188441).

COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

 Avis relatif à l'application du décret n° 92-587 du 26 juin 1992 modifié relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques.

(Journal officiel du 17 novembre 2001 – pp. 18368-18374).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

TRANSPORT DE FONDS

• Circulaire NOR/INT/D/01-00063C du 15 février 2001 relative au transport de fonds – Décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds.

(Non publiée).

MINISTERE DE LA JUSTICE

RESPONSABILITE PENALE

p. 15288).

• Décret n° 2001-883 du 20 septembre 2001 modifiant le code pénal (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux contraventions non intentionnelles.

(Journal officiel du 3 septembre 2001 –

SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGE-REUSES

Fiches de données de sécurité

• Directive 2001/58/CE de la Commission du 27 juillet 2001 portant deuxième modification de la directive 91/155/CEE définissant et fixant, en application de l'article 14 de la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil, les modalités du système d'information spécifique relatif aux préparations dangereuses et, en application de l'article 27 de la directive 67/548/CEE du Conseil, les modalités du système d'information spécifique relatif aux substances dangereuses (fiches de données de sécurité).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 212 du 7 août 2001 - pp. 24-33).

Etiquetage

• Directive 2001/59/CE de la Commission du 6 août 2001 portant vingt-huitième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 225 du 21 août 2001 - pp. 1-333).

• Directive 2001/60/CE de la Commission du 7 août 2001 portant adaptation au progrès technique de la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 226 du 22 août 2001 - pp. 5-6).

• Rectificatif à la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 153 du 8 juin 2001 - pp. 34 -35).

Limitation d'emploi

 Directive 2001/41/CE du Parlement européen et du conseil du 19 juin 2001 portant vingt-et-unième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, en ce qui concerne les substances classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 194 du 18 juillet 2001 – pp. 36-37).

- Directive 2001/90/CE de la Commission du 26 octobre 2001 portant septième adaptation au progrès technique (créosote) de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.
- (Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 283 du 27 octobre 2001 pp. 41-43).
- Directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 portant huitième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (hexachloroéthane)

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 286 du 30 octobre 2001 - pp. 27 -28).

Substances prioritaires

• Recommandation de la Commission du 5 mars 2001 relative aux résultats de l'évaluation des risques et aux stratégies de réduction des risques pour les substances : oxyde de diphényle, dérivé pentabromé ; cumène.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 69 du 10 mars 2001 - pp. 30-36).

• Recommandation de la Commission du 7 novembre 2001 sur les résultats de l'évaluation des risques et sur les stratégies de réduction des risques pour les substances acrylaldéhyde ; sulfate de diméthyle ; nonylphénol ; phénol ramifié, nonyl-4 ; oxyde de tert-butyle et de méthyle.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 319 du 4 décembre 2001 - pp. 30-44).

EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

Utilisation

• Directive 2001/45/CE du Parlement européen et du conseil du 27 juin 2001 modifiant la directive 89/655/CEE du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 195 du 19 juillet 2001 - pp. 46-49).

EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

• Décision de la Commission du 25 janvier 2001 reportant pour certains équipements sous pression transportables la date de mise en application de la directive.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 39 du 9 février 2001 - p. 43).

ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES

• Décision du Conseil du 8 mars 2001

complétant la directive 90/219/CEE en ce qui concerne les critères permettant d'établir l'innocuité pour la santé humaine et l'environnement de types de micro-organismes génétiquement modifiés.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° L. 73 du 15 mars 2001 - pp. 32-34).

NORMES HARMONISEES

Equipements de protection individuelle

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux "Equipements de protection individuelle", modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.
- (Journal officiel des Communautés européennes, n C. 21 du 24 janvier 2001 p. 2).
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux "Equipements de protection individuelle", modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.
- (Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 60 du 24 février 2001 p. 19).
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 relative aux "Equipements de protection individuelle", modifiée par les directives 93/68/CEE, 93/95/CEE et 96/58/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 367 du 21 décembre 2001 - pp. 3-15).

Machines

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 relative aux machines, modifiée par la directive 98/79/CE.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 78 du 10 mars 2001 – pp. 14-15).

Appareils à pression

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 202 du 18 juillet 2001 – pp. 6-7).

Appareils à gaz

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/396/CEE du Conseil du 29 juin 1990 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les appareils à gaz. (Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 202 du 18 juillet 2001 – p. 5).

Atmosphères explosibles

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 205 du 21 juillet 2001 – pp. 14-17).

Basse tension

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 73/23/CEE du Conseil.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 106 du 6 avril 2001 – pp. 3-79).

Dispositifs médicaux

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 319 du 14 novembre 2001 - p. 9).

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 93/42/CEE du 14 juin 1993 relative aux "dispositifs médicaux".

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 319 du 14 novembre 2001 - pp. 10-12).

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux et de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro. (Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 319 du 14 novembre 2001 -

ORGANISMES NOTIFIES

p. 13).

• Liste des organismes notifiés par les états membres et par les pays de l'association européenne de libre-échange (membres de l'accord sur l'Espace économique européen) dans le cadre des directives "nouvelle approche".

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 129 du 30 avril 2001 – pp. 1-100).

Matériel électrique

• Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 73/23/CEE du Conseil du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être utilisé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE

(Journal officiel des Communautés européennes, n° C. 96 du 27 mars 2001 – pp. 10-14).